

## REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-trois le vingt-deux mars à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 19

Date de convocation du Conseil Municipal : 16/03/2023

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Marc RIBET (Adjoints), Yves DURET, Georges GRANGE, Régine COMBE, Noël CASTE, Bernard PIERRE, Louis LE GUILLOU, Agnès BERENGUER BURAI, Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Edith ROUX, Martine RIZZON pouvoir à Edith ROUX, Nathalie FAVRE, Pierre GOLDIN, Aurélie BLAUD, Fabrice DANNA. (conseillers municipaux)

Absents excusés : Martine RIZZON pouvoir à Edith ROUX

Absent : Pierre GOLDIN

Secrétaire de séance : Céline REVOL

### **2023-056 Droit de Grève : modalités (Délibération)**

Madame Le Maire rappelle au Conseil Municipal que le droit de grève est inscrit dans le préambule de la Constitution de 1958 : « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglemente ». Ce principe est réaffirmé dans la loi du 13 juillet 1983 (article 10) portant droits et obligations des fonctionnaires.

Elle rappelle que l'exercice du droit de grève dans la fonction publique doit être compatible avec la continuité de service public. Concernant la mise en place d'un service minimum, la Cour de Cassation reconnaît « qu'il appartient à l'administration, seule responsable de la bonne marche des services publics, de déterminer, lorsqu'elle procède à une réquisition, les catégories de personnels indispensables à la satisfaction des besoins essentiels du public » (2 février 1956, Gros)

Par ailleurs, l'arrêt Pouzenc du Conseil d'Etat (9 juillet 1965) indique « qu'il appartient au maire responsable, en ce qui concerne l'administration communale, du bon fonctionnement des services publics placés sous son autorité de prévoir lui-même, sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir, la nature et l'étendue de ces limites ». (limites au droit de grève)

Compte tenu d'une situation nationale de plus en plus instable qui conduit à un recours de plus en plus fréquent au « droit de grève », Madame Le Maire souhaite cadrer les modalités de cette dernière et ce, pour garantir au maximum la continuité du service public.

Elle propose de demander à chaque agent « gréviste » de faire parvenir à la mairie un écrit 48 heures avant la grève. Cet écrit (mail ou courrier) devra comporter la date de la demande, le jour de la grève ainsi que la durée (journée, demi-journée, heure). Cette durée engendrera une retenue pour absence de service fait comme suit : 1/30<sup>ème</sup> pour une journée d'absence ; 1/60<sup>ème</sup> pour une ½ journée d'absence ; 1/151,67<sup>ème</sup> pour 1 heure d'absence.

Tout agent qui n'aura pas manifesté 48 heures à l'avance et par écrit (mail ou courrier) son intention de faire grève devra être à son poste.

Entendu l'exposé de Madame Le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité.

➤ **APPROUVE** la proposition de Madame Le Maire qui consiste à demander à chaque agent qui souhaite faire grève d'adresser un écrit (courrier ou mail) à la collectivité 48 heures avant ladite grève mentionnant la date et la durée de son absence et ce, afin d'assurer l'organisation et la continuité du service public.

➤ **DIT** que le jour de grève engendrera une retenue sur salaire comme suit :

-1/30<sup>ème</sup> pour une journée d'absence

-1/60<sup>ème</sup> pour une demi-journée d'absence

-1/151,67<sup>ème</sup> pour 1 heure d'absence

➤ **CHARGE** Madame Le Maire des formalités liées à cette décision

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 22 mars 2023

Le Maire, **Céline REVOL**